



DIP
Case postale 3925
1211 Genève 3

Monsieur Johan N. Schneider-Amman
Conseiller fédéral
Département fédéral de l'économie, de la
formation et de la recherche
Schwanengasse 2
3003 Berne

N/réf. : AET/IV/3000946-2014

Genève, le 4 juillet 2014

Concerne : Ordonnance sur la loi sur l'encouragement et la coordination des hautes écoles (O-LEHE) et ordonnances du DEFR dans le domaine des hautes écoles spécialisées; procédure de consultation

Monsieur le Conseiller fédéral,

Votre courrier du 5 mai dernier accompagné des projets d'ordonnances cités en titre m'est bien parvenu et a retenu tout mon attention.

Concernant l'O-LEHE, j'ai quelques remarques à formuler :

- Art. 4, al. 2 : le DEFR est compétent en matière de procédure d'obtention a posteriori des titres (OPT). Il est important de rappeler à ce titre que conformément à la position du canton de Genève (en adéquation avec celle de la HES-SO) s'agissant de la récente consultation sur la révision partielle de l'Ordonnance relative à l'OPT HES d'intégrer le domaine des soins infirmiers dans la réglementation, il convient que les modalités prévues ne créent pas de réelles disparités entre professions de la santé, en particulier en discriminant les soins infirmiers.
- Art. 6, al. 1b : le délai de six ans proposé dans le projet devrait être prolongé au minimum à huit ans afin d'assurer une cohérence avec les *Directives du Conseil des hautes écoles pour l'accréditation des hautes écoles et autres institution du domaine des hautes écoles* (consultation en cours).
- Art. 7, al. 3 : le délai de 10 ans proposé dans le projet pourrait être problématique si un effet suspensif est prononcé suite à un recours. Cette question relative à la durée du délai reste néanmoins difficile à évaluer.
- Art. 8 : compte tenu du fait que les dispositions financières contenues dans la LEHE entreront en force au 1^{er} janvier 2017 selon la planification actuelle de la Confédération, la LAU s'applique donc jusqu'à cette échéance s'agissant des subventionnements mobiliers. Or, le projet d'ordonnance fédérale prévoit que dès le 1^{er} janvier 2016, il ne

sera plus possible de déposer des demandes pour les investissements non immobiliers et que les décomptes finaux des dossiers devront être déposés au SEFRI d'ici au 30 septembre 2016. Ceci semble entrer en contradiction avec le fait que les dispositions financières prennent effet au 1^{er} janvier 2017.

Une solution visant à fixer pour les cantons une date butoir pour le dépôt des demandes au 30 juin 2016, pour autant que l'investissement intervienne avant le 31 décembre 2016 et que ces dossiers soient traités selon l'ancien droit indépendamment de la date de dépôt du décompte final, nous semble plus adéquate. Ainsi, l'ensemble des investissements réalisés avant le 1^{er} janvier 2017 seraient traités selon les dispositions financières de la LAU.

En vous remerciant de nous avoir consultés, je vous adresse, Monsieur le Conseiller fédéral, l'expression de ma haute considération.



Anne Emery-Torracinta